

F. 83 — 196 (82 — 1597)

**4 OCTOBRE 1982.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 29 avril 1982, conclue au sein de la Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant les statuts. — Erratum

Moniteur belge du 22 octobre 1982 :

1. Page 12401 :

a) Dans le texte néerlandais de l'article 2 de l'annexe et de l'article 1er des statuts, lire :  
« Sociaal Fonds voor de maritieme sector... » au lieu de « Fonds voor de maritieme sector... ».

b) Dans le texte français de l'article 2 de l'annexe et de l'article 1er des statuts, lire :  
« Fonds social pour le secteur maritime... » au lieu de « Fonds pour le secteur maritime... ».

2. Page 12402 :

Il y a lieu d'ajouter la phrase suivante au texte français de l'article 10 des statuts :  
« Il peut également charger, sous sa responsabilité, des tiers de la gestion journalière du fonds. »

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 83 — 197

Arrêté royal portant exécution de l'article 5 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au Développement, le 5 août 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « portant exécution de l'article 5 de la loi du 10 août 1981, relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds de Prêts à des Etats étrangers », et, le 28 octobre 1981, d'une lettre par laquelle le Ministre demande communication de l'avavis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 25 novembre 1981, après la publication de la loi du 10 août 1981 au Moniteur belge du 21 novembre 1981, l'avavis suivant :

Observation préalable

A la suite de la publication au Moniteur belge du 21 novembre 1981 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des Prêts à des Etats étrangers. Loi dans laquelle l'arrêté royal en projet trouve son fondement, le Conseil d'Etat — section de législation — a estimé devoir procéder à un nouvel examen de cet arrêté.

Inititulé

L'intitulé doit être complété par la mention de la date du 10 août 1981 et, dans son texte néerlandais, mis en concordance avec le texte publié au Moniteur belge.

Préambule

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

« Vu la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des Prêts à des Etats étrangers, notamment l'article 5; ».

Dispositif

Article 1er

Suivant l'article 1er :

« Dans des limites des crédits inscrits au budget de la Coopération au Développement, le Ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions peut, comme prévu à l'arti-

N. 83 — 196 (82 — 1597)

**4 OKTOBER 1982.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 april 1982, gesloten in het Paritaire Comité voor import, export, doorvoer en buitenlandse handel en voor de maritieme en expeditiekantoren, houdende oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van de statuten. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 22 oktober 1982 :

1. Bladzijde 12401 :

a) In de Nederlandse tekst van artikel 2 van de bijlage en van artikel 1 van de statuten, lezen :  
« Sociaal Fonds voor de maritieme sector... » in plaats van « Fonds voor de maritieme sector... ».

b) In de Franse tekst van artikel 2 van de bijlage en van artikel 1 van de statuten, lezen :  
« Fonds social pour le secteur maritime... » in plaats van « Fonds pour le secteur maritime... ».

2. Bladzijde 12402 :

In de Franse tekst van artikel 10 van de statuten dient volgende zin toegevoegd :

« Il peut également charger, sous sa responsabilité, des tiers de la gestion journalière du fonds. »

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 83 — 197

Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 5 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e augustus 1981 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende uitvoering van artikel 5 van de wet van 10 augustus 1981, met betrekking tot het oprichten van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten », en wel, volgens een brief van de Minister d.d. 28 oktober 1981, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft de 25e november 1981, nadat de wet van 10 augustus 1981 bekendgemaakt was in het Belgisch Staatsblad van 21 november 1981, het volgend advies gegeven :

Voorafgaande opmerking

Nu de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, waaraan het ontwerp-koninklijk besluit zijn rechtsgrond ontleent, bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 21 november 1981, heeft de Raad van State — afdeling wetgeving — gemeend een nieuw onderzoek aan dat ontwerp-besluit te moeten wijden.

Opschrift

Het opschrift moet worden aangevuld met de datum van 10 augustus 1981 en de vermelding van de wet moet in overeenstemming worden gebracht met de tekst die in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Aanhef

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :  
« Gelet op de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, inzonderheid op artikel 5; ».

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Dit artikel bepaalt :

« Binnen de perken van de kredieten ingeschreven op de begroting van Ontwikkelingssamenwerking, kan de Minister tot wiens bevoegdheid Ontwikkelingssamenwerking behoort, zoals

cle 5 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des Prêts à des Etats étrangers, faire appel à des organismes spécialisés pour la mise en oeuvre de la coopération bilatérale ».

La portée propre de cette disposition par rapport à l'article 1er et à l'article 5 de la loi du 10 août 1981 n'est pas perceptible. Il va de soi en effet, d'une part, que le Ministre a, en vertu de la loi, les pouvoirs qui sont énoncés par l'article et, d'autre part, qu'il ne peut les exercer que dans les limites des crédits inscrits au budget de son département.

La disposition est donc superflue et doit être omise sous réserve de l'introduction, dans l'article 2 (devenant l'article 1er), de la notion d'organismes spécialisés.

#### Article 2 (devenant l'article 1er)

Il y aurait lieu de diviser l'article en paragraphes et non en simples numéros.

Le début de l'article, étant donné la suppression de l'article 1er, devrait être libellé comme suit :

« Article 1er. § 1er. Les organismes spécialisés visés à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des Prêts à des Etats étrangers sont : ».

La phrase liminaire du a) serait mieux rédigée comme suit :

« a) les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique constitués conformément à la loi du 27 juin 1921 et qui satisfont aux conditions suivantes : ».

Suivant le a), premier tiret, du paragraphe 1er, les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique doivent, pour pouvoir être considérés comme des organismes spécialisés au sens de l'article 5 de la loi, avoir « particulièrement » comme objet social la coopération au développement. L'adverbe « particulièrement » est imprécis. Si, comme on peut le supposer, l'intention du Gouvernement est d'exclure les associations et les établissements qui n'ont pas la coopération au développement comme objet social exprès ou principal, cette intention devrait être exprimée plus clairement.

La deuxième condition imposée aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique est de posséder « dans un certain nombre de secteurs » une spécialisation utile à la coopération au développement. Les mots qui viennent d'être cités entre guillemets auront pour effet d'exclure une association possédant une spécialisation dans un seul secteur, même si cette spécialisation peut être particulièrement utile à la coopération au développement. Cette exclusion ne paraît pas correspondre à l'intention du législateur.

Le troisième tiret du a) serait mieux rédigé de la manière suivante :

« — avoir un conseil d'administration composé en majorité de personnes de nationalité belge ».

Au b) on peut se demander si l'adjectif « technologique » n'a pas été utilisé à la place de l'adjectif « technique », le premier, au contraire du second, paraissant exclure les sciences humaines par exemple.

A l'alinéa 2 du 2, on peut se demander si l'adverbe « suffisamment » n'affaiblit pas la portée de l'adjectif « qualifiées » plutôt que de la renforcer.

A l'alinéa 3 du 2, l'intention paraît être d'exclure que les organismes spécialisés associés à la réalisation de projets et programmes de coopération poursuivent, dans cette réalisation, un but lucratif. Il serait dès lors plus simple et plus exact d'écrire, à la fin de la disposition : « ... ne peuvent poursuivre aucun but lucratif ».

#### Article 3 (devenant l'article 2)

Il est inutile de paraphraser, dans l'arrêté en projet, l'article 5, alinéa 2, de la loi. Il suffit de se référer à celui-ci en écrivant :

« Article 2. Les projets visés à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 10 août 1981 doivent : ».

Mieux vaudrait, dans l'article, remplacer les chiffres par des lettres.

voorzien in artikel 5 van de wet van 10 augustus 1981 met betrekking tot het oprichten van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, voor het uitvoeren van de bilaterale samenwerking een beroep doen op gespecialiseerde organismen ».

Het is niet duidelijk welke de eigen strekking van deze bepaling is ten aanzien van artikel 1 en artikel 5 van de wet van 10 augustus 1981. Het spreekt immers vanzelf, enerzijds dat de Minister, krachtens de wet, de in het artikel genoemde bevoegdheden bezit en, anderzijds, dat hij deze slechts kan uitoefenen binnen de grenzen van de op de begroting van zijn departement uitgetrokken kredieten.

De bepaling is dus overbodig en moet vervallen met dien verstande dat het begrip gespecialiseerde organismen wordt opgenomen in artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

#### Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Het artikel zou in paragrafen en niet zomaar in nummers moeten worden onderverdeeld.

Wegens het wegvalen van artikel 1 zou de tekst als volgt moeten beginnen :

« Artikel 1. § 1. De gespecialiseerde organismen, bedoeld in artikel 5, tweede lid, van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, zijn : ».

De inleidende volzin van de tekst onder a zou beter als volgt worden geredigd :

« a) de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut die zijn opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 en aan de volgende voorwaarden voldoen : ».

Volgens de tekst onder a, eerste streepje, van paragraaf 1, moeten de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut, willen zij in aanmerking komen als gespecialiseerde organismen in de zin van artikel 5 van de wet, « inzonderheid » de ontwikkelingssamenwerking tot maatschappelijk doel hebben. Het bijwoord « inzonderheid » is nogal vaag. Indien de Regering, zoals mag worden aangenomen, bedoelt die verenigingen en instellingen uit te sluiten welke niet uitdrukkelijk of hoofdzakelijk de ontwikkelingssamenwerking tot maatschappelijk doel hebben, zou die bedoeling duidelijker tot uiting moeten worden gebracht.

Vervolgens wordt van de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut geëist dat zij « in een bepaald aantal sectoren » een specialisatie bezitten die nuttig is voor de ontwikkelingssamenwerking. De woorden tussen aanhalingstekens zullen de uitsluiting tot gevolg hebben van een vereniging die slechts in een enkele sector gespecialiseerd is, ook al kan die specialisatie bijzonder nuttig zijn voor de ontwikkelingssamenwerking. Zo lijkt de wetgever het niet te hebben bedoeld.

De tekst onder het derde streepje van a zou beter als volgt worden gelezen :

« — een raad van beheer hebben die voor het grootste gedeelte bestaat uit personen van Belgische nationaliteit ».

Wat de tekst onder b betreft, kan men zich afvragen of het adjectief « technologische » niet gebruikt is in de plaats van het adjectief « technische »; in tegenstelling met de tweede term lijkt de eerste bijvoorbeeld de menswetenschappen uit te sluiten.

Bij het tweede lid van de tekst onder 2. kan men zich afvragen of het bijwoord « voldoende » de betekenis van het adjectief « gekwalificeerd » niet eerder verzwakt dan versterkt.

Het derde lid van de tekst onder 2. lijkt te willen uitsluiten dat de gespecialiseerde organismen, betrokken bij de verwezenlijking van projecten en samenwerkingsprogramma's, bij die verwezenlijking winst zouden beogen. Het ware derhalve een voudiger en juister aan het slot van de bepaling te lezen : « ... mogen geen winst nastreven ».

#### Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Hét is onnodig artikel 5, tweede lid, van de wet in het ontwerp-besluit te parafraseren. Het is voldoende ernaar te verwijzen in de volgende bewoordingen :

« Artikel 2. De projecten bedoeld in artikel 5, tweede lid, van de wet van 10 augustus 1981 moeten : ».

Het ware beter in het artikel de cijfers door letters te vervangen.

Le 1 (devenant a) serait plus simplement, et de manière plus conforme à la terminologie de la loi, rédigé comme suit :

« a) poursuivre un objectif de développement économique et social des populations d'un pays en voie de développement; ».

Dans le texte néerlandais du 3 (devenant c), il y a lieu d'écrire : « na verloop van tijd kunnen leiden tot... ».

Le même 3, dans son texte français, serait mieux rédigé et de manière plus conforme au texte néerlandais, comme suit :

« c) être de nature à conduire, à terme, à un développement autonome fondé principalement sur les moyens propres du pays intéressé ».

#### Article 4 (devenant l'article 3)

Cette disposition devrait être rédigée de la manière suivante :

« Article 3. Les activités des organismes spécialisés visés à l'article 5, alinéa 2, de la loi doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

- a) être destinées aux groupes de population les plus défavorisés;
- b) tendre à la formation de cadres locaux capables d'amener la population à assumer son propre développement;
- c) être de nature à apporter une contribution au développement des aptitudes propres de la population intéressée;
- d) tendre à l'amélioration de la santé publique;
- e) être de nature à contribuer au développement rural;
- f) s'adresser autant que possible aux groupements locaux qui encouragent la population à améliorer sa situation ».

#### Article 5 (devenant l'article 4)

Cette disposition serait plus simplement rédigée comme suit, quitte à ce que les détails matériels que le projet mentionne soient repris dans une circulaire, où ils seraient mieux à leur place :

« Article 4. L'Administration générale de la Coopération au Développement instruit les projets et les programmes de coopération pour lesquels le Ministre peut faire appel à des organismes spécialisés.

Elle formule un avis à leur sujet.

Elle en contrôle l'exécution, en ce compris l'utilisation des crédits ».

#### Article 6 (devenant l'article 5)

On ne saurait concevoir que l'arrêté en projet produse ses effets avant que la Loi du 10 août 1981 ait été mise en vigueur par le Roi, conformément à son article 11.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;

H. Rousseau et Ch. Huberlant, conseillers d'Etat;

P. De Visscher et F. Rigaux, conseillers de la section de législation;

Mme M. Van Gerrewey, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. E. Falmagne, auditeur.

Le greffier,

M. Van Gerrewey.

Le président,

P. Tapie.

De tekst onder 1. (dat a wordt) zou eenvoudiger en meer conform de terminologie van de wet als volgt kunnen worden geredigeerd :

« a) een doel nastreven in verband met de economische en sociale ontwikkeling van de bevolking van een ontwikkelingsland; ».

In de Nederlandse tekst onder 3. (die c wordt) schrijve men : « na verloop van tijd kunnen leiden tot... ».

In de Franse tekst schrijve men, meer in overeenstemming met de Nederlandse :

« c) être de nature à conduire à terme, à un développement autonome fondé principalement sur les moyens propres du pays intéressé ».

#### Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

« Artikel 3. De werkzaamheden van de gespecialiseerde organismen, bedoeld in artikel 5, tweede lid, van de wet moeten aan een van de volgende voorwaarden voldoen :

- a) bestemd zijn voor de minst bedeelde bevolkingsgroepen;
- b) gericht zijn op de opleiding van plaatselijke kaders, bekwaam om de bevolking naar zelfontplooiing te leiden;
- c) kunnen bijdragen tot het ontwikkelen van de eigen bekwaamheden van de betrokken bevolking;
- d) gericht zijn op het bevorderen van de volksgezondheid;
- e) kunnen bijdragen tot de plattelandsontwikkeling;
- f) zoveel mogelijk een beroep doen op plaatselijke groepen die de bevolking aanmoedigen tot eigen lotsverbetering ».

#### Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Deze bepaling kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd, met dien verstande dat de in het ontwerp vermelde materiële bijzonderheden zouden worden opgenomen in een omzendbrief waar ze meer op hun plaats zijn :

« Artikel 4. Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelings-samenwerking onderzoekt de projecten en samenwerkingspro-gramma's waarvoor de Minister een beroep kan doen op gespecialiseerde organismen.

Het brengt daaromtrent advies uit.

Het houdt toezicht op de uitvoering ervan, daarin begrepen de besteding van de kredieten ».

#### Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Het zou niet opgaan het ontwerp-besluit in werking te doen treden vooraleer de wet van 10 augustus 1981 door de Koning in werking is gesteld overeenkomstig haar artikel 11.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;

H. Rousseau en Ch. Huberlant, staatsraden;

P. De Visscher en F. Rigaux, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Van Gerrewey, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer E. Falmagne, audi- teur.

De griffier,

M. Van Gerrewey.

De voorzitter,

P. Tapie.

**30 DECEMBRE 1982.** — Arrêté royal portant exécution de l'article 5 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers

BAUDOUTIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 25 novembre 1981;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er. § 1.** Les organismes spécialisés visés à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers sont :

a) les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique constitués conformément à la loi du 27 juin 1921 et qui satisfont aux conditions suivantes :

— avoir principalement comme objet social la coopération au développement;

— posséder dans un ou plusieurs secteurs une spécialisation utile à la coopération au développement;

— avoir un conseil d'administration composé en majorité de personnes de nationalité belge.

b) les institutions universitaires belges et les institutions d'enseignement supérieur belges, dont la capacité technologique et technique est utile aux pays en voie de développement.

§ 2. Les organismes spécialisés doivent disposer de la capacité technique et administrative nécessaire pour réaliser les projets qui leur sont confiés.

Ils doivent être dirigés par des personnes qualifiées et posséder l'expérience requise pour garantir une bonne exécution et une parfaite administration financière.

Les organismes spécialisés qui sont associés à la réalisation de projets et programmes de coopération ne peuvent poursuivre aucun but lucratif.

**Art. 2.** Les projets visés à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 10 août 1981, doivent :

a) poursuivre un objectif de développement économique et social des populations d'un pays en voie de développement;

b) être clairement définis quant à leurs objectifs et quant aux moyens à mettre en œuvre;

c) être de nature à conduire, à terme, à un développement autonome fondé principalement sur les moyens propres du pays intéressé.

**Art. 3.** Le Ministre peut, par convention dûment motivée, faire appel aux organismes spécialisés pour des activités qui doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

a) être destinées aux groupes de population les plus défavorisés;

b) tendre à la formation de cadres locaux capables d'amener la population à assumer son propre développement;

c) être de nature à apporter une contribution au développement des aptitudes propres et de la population intéressée;

d) tendre à l'amélioration de la santé publique;

e) être de nature à contribuer au développement rural;

f) s'adresser autant que possible aux groupements locaux qui encouragent la population à améliorer sa situation.

**30 DECEMBER 1982.** — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 5 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan Vreemde Staten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Raad van State 25 november 1981;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en van Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** De gespecialiseerde organismen, bedoeld in artikel 5, tweede lid, van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, zijn :

a) de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut die zijn opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 en aan de volgende voorwaarden voldoen :

— hoofdzakelijk de ontwikkelingssamenwerking tot maatschappelijk doel hebben;

— een specialisatie in één of meerdere sectoren, nuttig voor de ontwikkelingssamenwerking bezitten;

— een raad van beheer hebben die voor het grootste gedeelde bestaat uit personen van Belgische nationaliteit.

b) Belgische universitaire instellingen en Belgische instellingen van hoger onderwijs waarvan de technologische en technische bekwaamheid nuttig is voor de ontwikkelingslanden.

§ 2. De gespecialiseerde organismen moeten de nodige technische en administratieve bekwaamheid bezitten om de projecten te verwezenlijken die hen worden toevertrouwd.

Ze moeten bestuurd worden door personen die gekwalificeerd zijn en over de vereiste ervaring beschikken om de goede uitvoering en een volmaakt financieel beheer te waarborgen.

De gespecialiseerde organismen, betrokken bij de verwezenlijking van projecten en samenwerkingsprogramma's, mogen geen winst nastreven.

**Art. 2.** De projecten bedoeld in artikel 5, tweede lid, van de wet van 10 augustus 1981 moeten :

a) een doel nastreven in verband met de economische en sociale ontwikkeling van de bevolking van een ontwikkelingsland;

b) duidelijk omschreven zijn in hun doelstellingen en in de aan te wenden middelen;

c) na verloop van tijd kunnen leiden tot een autonome ontwikkeling, hoofdzakelijk gesteund op de eigen middelen van het betrokken land.

**Art. 3.** De Minister kan volgens behoorlijk gemotiveerde overeenkomst een beroep doen op gespecialiseerde organismen voor de werkzaamheden, die aan een van de volgende voorwaarden moeten voldoen :

a) bestemd zijn voor de minst bedeelde bevolkingsgroepen;

b) gericht zijn op de opleiding van plaatselijke kaders, bewaam om de bevolking naar zelfontplooiing te leiden;

c) kunnen bijdragen tot het ontwikkelen van de eigen bekwaamheden van de betrokken bevolking;

d) gericht zijn op het bevorderen van de volksgezondheid;

e) kunnen bijdragen tot de plattelandsontwikkeling;

f) zoveel mogelijk een beroep doen op plaatselijke groeperingen die de bevolking aanmoedigen tot eigen lotsverbetering.

**Art. 4.** Dans le cadre des projets et des programmes de coopération pour lesquels le Ministre peut faire appel à des organismes spécialisés, l'A.G.C.D. joue le rôle suivant :

- a) elle examine les demandes de projets et de programmes formulées par un pays du Tiers-Monde;
- elle organise, le cas échéant, une mission d'identification et en définit le mandat;
- elle étudie le rapport d'identification éventuel et propose l'acceptation ou le rejet de la demande.
- b) elle prépare le dossier technique et le plan de travail; elle négocie ces documents avec les instances concernées;
- elle fait libérer les crédits.
- c) si l'exécution est confiée à un organisme spécialisé :
- elle prépare la convention dûment motivée;
- elle assume le suivi administratif du dossier;
- elle contrôle l'exécution des obligations souscrites par cet organisme, ainsi que les activités de celui-ci sur le terrain et veille à ce que les objectifs soient atteints.
- d) elle contrôle la comptabilité et l'utilisation des crédits.
- e) elle évalue les projets et les programmes et formule commentaires et propositions.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que les dispositions de la loi du 10 août 1981 qui concernent le Fonds de la Coopération au développement.

**Art. 6.** Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,  
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement,  
Mme J. MAYENCE-GOOSSENS

F. 83 — 198

**30 DECEMBRE 1982.** — Arrêté royal portant exécution de l'article 8 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1982, pris en exécution de l'article 11 de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers;

Su la proposition de Notre Ministre des Finances et du Commerce extérieur, de Notre Ministre des Relations extérieures, de Notre Ministre du Budget et de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** La partie non engagée au 31 décembre 1982 des crédits inscrits aux articles 33.15, 34.07.01, 34.07.02, 34.07.03, 34.10, 34.12.01, 34.12.02, 34.14.01, 34.14.02, 34.16.03, 34.17 et 34.19

**Art. 4.** In het kader van projecten en ontwikkelingsprogramma's waarvoor de Minister een beroep kan doen op gespecialiseerde organismen, is de taak van A.B.O.S. de volgende :

- a) het onderzoekt de project- en programmaaanvragen ingediend door een Derde Wereldland;
- het organiseert, zo nodig, een identificatiezending en stelt het mandaat ervan op;
- het bestudeert het identificatieverslag en stelt voor de project en programma-aanvraag te aanvaarden of te verwijzen.
- b) het bereidt het technisch dossier en het werkplan voor :
- het onderhandelt over deze documenten met de betrokken instanties;
- het staat in voor het vrijmaken van de kredieten.
- c) indien de uitvoering aan een gespecialiseerd organisme wordt toevertrouwd :
- bereidt het de behoorlijk gemotiveerde overeenkomst voor;
- staat het in voor het administratief verloop van het dossier;
- controleert het de uitvoering van de door een organisme onderscheiden verbintenissen alsook de activiteiten ervan op het terrein, en waakt erover dat de doelstellingen worden bereikt.
- d) het controleert de boekhouding en het gebruik van de kredieten.
- e) het evalueert de projecten en programma's en formuleert commentaren en voorstellen.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als de bepalingen van de wet van 10 augustus 1981 die op het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking betrekking hebben.

**Art. 6.** Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Mevr. J. MAYENCE-GOOSSENS

N. 83 — 198

**30 DECEMBER 1982.** — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 8 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds van leningen aan vreemde Staten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1982, genomen in uitvoering van artikel 11 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, van Onze Minister van Begroting en van Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het op 31 december 1982 niet vastgelegde gedeelte van de kredieten ingeschreven onder de artikels 33.15, 34.07.01, 34.07.02, 34.07.03, 34.10, 34.12.01, 34.12.02, 34.14.01, 34.14.02, 34.16.03, 34.17 et 34.19